



## Emploi et population active entre 2006 et 2011 L'aire urbaine de Reims résiste mieux à la crise

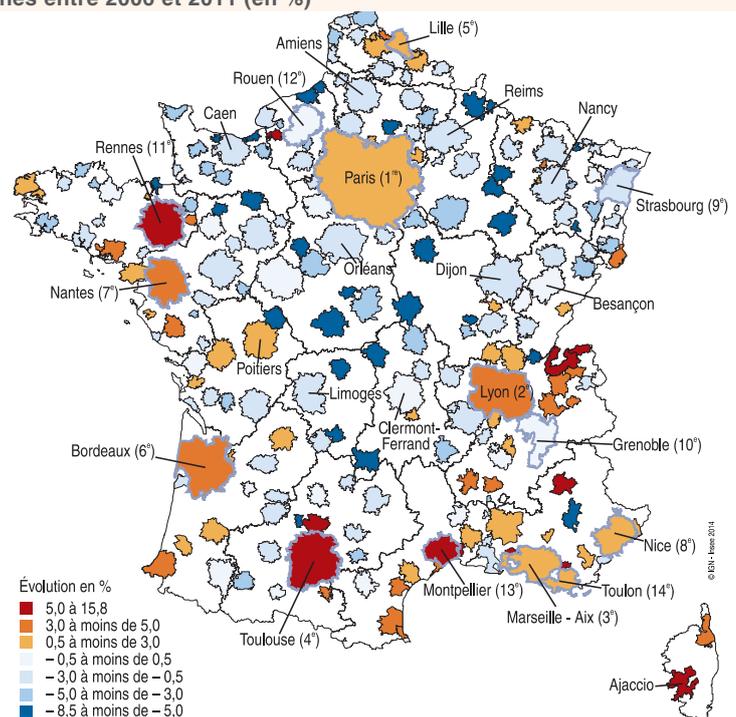
Entre 2006 et 2011, le taux d'activité des femmes de 25 à 54 ans continue de progresser en Champagne-Ardenne (+2,2 points), pour atteindre 84,7 % de la population féminine. Malgré cette augmentation, dans un contexte d'évolution démographique défavorable, la population active de 25 à 54 ans recule de 3,5 %. Au sein de la région, les grandes aires urbaines de la Marne (Reims, Châlons-en-Champagne et Épernay), perdent le moins d'actifs.

La crise amorcée en 2008 a dégradé la situation de l'emploi régional plus fortement qu'au niveau national. Dans toutes les grandes aires urbaines, l'emploi diminue. Toutefois, l'aire de Reims résiste mieux et, dans les couronnes des plus grandes aires que sont Reims, Troyes et Charleville-Mézières, l'emploi augmente entre 2006 et 2011. Le recul de l'emploi industriel se poursuit et le tertiaire progresse surtout dans les secteurs de l'administration, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale.

Catherine Fischer et Raphaël Lambin, Insee

### 1 Évolution de la population active de 25 à 54 ans dans les grandes aires urbaines entre 2006 et 2011 (en %)

En 2011, la Champagne-Ardenne compte près de 463 000 personnes actives au sens du recensement de la population (*définitions*) et âgées de 25 à 54 ans. Ce « noyau dur » de la population active (*sources*) correspond à des âges où la très grande majorité des personnes exerce une activité professionnelle : il diminue entre 2006 et 2011 de 3,5 %. En France métropolitaine, le nombre d'actifs à ces âges augmente de 0,8 %. Ces évolutions résultent d'au moins deux phénomènes. D'une part, les premières générations du baby-boom arrivent progressivement à la soixantaine et sont remplacées par des jeunes nettement moins nombreux : la population régionale de 25 à 54 ans diminue ainsi de 4,6 % (-0,6 % en France métropolitaine), soit plus vite que les actifs (*figure 2*). D'autre part, la progression du taux d'activité féminine qui se poursuit depuis plusieurs décennies, atténue le recul de la population active. Les femmes sont de plus en plus



Note : le classement par taille des grandes aires urbaines est établi à partir du nombre d'emplois en 2011. Paris, en 1<sup>re</sup> position, compte 5 771 000 emplois ; Reims en 27<sup>e</sup> position en compte 134 000.  
Source : Insee, recensements de la population de 2006 et 2011.

présentes sur le marché du travail, car notamment les générations plus jeunes sont plus actives que leurs aînées.

### L'augmentation des taux d'activité féminine se poursuit

En Champagne-Ardenne, le taux d'activité des femmes de 25 à 54 ans gagne 2,2 points depuis 2006 et s'établit à 84,7 % en 2011. Le taux d'activité global entre 25 et 54 ans passe ainsi dans la région de 88,6 % en 2006 à 89,6 % en 2011, soit +1,0 point.

En France métropolitaine, l'activité féminine progresse au même rythme (+2,3 points) et la part des actives, un peu plus élevée, atteint 85,8 % en 2011.

### Les actifs se concentrent dans les très grandes métropoles nationales et leurs aires d'influence

En France métropolitaine, la concentration de la population active dans l'aire urbaine de Paris et dans les treize très grandes métropoles de province s'accroît entre 2006 et 2011 (figure 1). Le nombre d'actifs de 25 à 54 ans y augmente respectivement de 1,1 % et de 2,6 %, alors que, dans la plupart des autres grandes aires urbaines, l'évolution est négative. Ces grandes métropoles sont situées à l'ouest, en Rhône-Alpes et sur le pourtour méditerranéen. Dans le nord, seule l'aire urbaine de Lille, cinquième par son nombre d'emplois, échappe au schéma en œuvre dans les régions du nord, de l'est et du centre du

pays, vieillissantes et qui attirent peu de nouvelles populations. Les quatorze très grandes métropoles captent ainsi l'essentiel de la progression de la population active de 25 à 54 ans en lien avec la forte dynamique démographique qu'elles affichent.

À la frange de l'Île-de-France, les grandes aires urbaines les plus importantes telles que celles de Reims, Orléans ou Amiens, bénéficient d'une attractivité résidentielle relative et se développent notamment sous l'influence de l'aire parisienne. Pourtant, entre 2006 et 2011, la population active de 25 à 54 ans y diminue, avec des baisses plus fortes que la moyenne nationale des grandes aires urbaines hors grandes métropoles (-0,5 %), respectivement -2,3 % à Reims et -1,0 % à Amiens et Orléans.

### Les grandes aires urbaines de la Marne perdent le moins d'actifs

Au sein de la Champagne-Ardenne, parmi les grandes aires urbaines, celles de Reims, Châlons-en-Champagne et Épernay perdent le moins de population entre 2006 et 2011 et aussi le moins d'actifs : -2,3 % à Reims, -2,5 % à Épernay et -2,6 % à Châlons-en-Champagne (figure 2). À Troyes, deuxième aire régionale, la baisse d'actifs est presque équivalente à celle de la population, en raison principalement d'une augmentation limitée du taux d'activité féminine : +0,8 point, pour une moyenne régionale de +2,2 points.

Dans les grandes aires urbaines, la population active est en hausse dans les couronnes

(+1,1 %), surtout à Reims (+2,4 %) et Troyes (+3,2 %), alors qu'elle diminue notablement dans les pôles (-6,7 %). Cet écart traduit le phénomène de périurbanisation de la population qui s'installe à la périphérie des villes.

Les diminutions d'actifs de 25 à 54 ans dans certains territoires, sont pour partie compensées par l'augmentation des personnes en activité après 55 ans. En Champagne-Ardenne, le nombre d'actifs âgés de 55 à 64 ans augmente de près de 25 % entre 2006 et 2011 ; ils représentent en fin de période 14 % de la population active d'au moins 25 ans. Cette augmentation résulte, pour deux tiers, de l'effet démographique lié à l'importance en nombre de cette génération, et, pour un tiers, de la hausse des taux d'activité des seniors.

### L'augmentation des niveaux de qualification se poursuit

En 2011, 10,4 % des actifs de 25 à 54 ans sont des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la région, soit 0,5 point de plus qu'en 2006 (figure 2). La part régionale des actifs à haut niveau de qualification progresse moins vite qu'au niveau national (+1,2 point) et reste très inférieure à la moyenne de France métropolitaine (16,4 %). Le taux national est porté par le profil des actifs de l'aire urbaine de Paris et des grandes métropoles régionales, plus qualifiées : il atteint en effet 28 % à Paris et 20 % dans les grandes métropoles de province.

## 2 Évolution 2006-2011 de la population de 25 à 54 ans, totale et active, et de la part des cadres

Type d'aire	Population active de 25 à 54 ans en 2011	Évolution 2006-2011 de la population active 25 à 54 ans (%)	Évolution 2006-2011 de la population totale 25 à 54 ans (%)	Écart 2006-2011 du taux d'activité féminin 25 à 54 ans (point de %)	Part 2011 des cadres et professions intellectuelles supérieures (%)	Écart 2006-2011 de la part des cadres et professions intellectuelles supérieures (point de %)
<b>Champagne-Ardenne</b>	<b>462 940</b>	<b>-3,5</b>	<b>-4,6</b>	<b>2,2</b>	<b>10,4</b>	<b>0,5</b>
Grandes aires urbaines	290 600	-4,2	-5,0	1,9	12,7	0,7
dont						
pôles des grandes aires urbaines	191 620	-6,7	-6,9	1,2	13,3	0,7
couronnes des grandes aires urbaines	99 480	1,1	-0,7	3,1	11,3	1,0
dont						
Reims	112 300	-2,3	-3,6	2,4	15,9	1,3
Troyes	65 530	-4,2	-4,3	0,8	11,6	0,5
Charleville-Mézières	36 270	-6,0	-6,0	1,1	10,3	-0,2
Châlons-en-Champagne	28 870	-2,6	-3,6	3,0	12,2	0,5
Saint-Dizier	18 020	-7,6	-8,6	1,5	7,3	0,3
Chaumont	14 990	-7,4	-8,2	1,8	10,9	0,8
Épernay	13 300	-2,5	-4,3	3,3	9,2	-0,4
Sedan	10 600	-6,9	-8,5	3,2	7,5	0,2
Moyennes aires	25 660	-5,5	-6,4	1,7	7,7	-0,3
Petites aires	36 780	-5,8	-6,7	2,4	6,9	0,3
Multipolarisé	72 830	1,3	-0,7	3,7	6,6	0,4
Communes isolées hors influence	36 580	-3,8	-5,2	2,8	5,3	0,0
<b>France métropolitaine</b>	<b>22 551 400</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,6</b>	<b>2,3</b>	<b>16,4</b>	<b>1,2</b>
dont						
Aire urbaine de Paris	4 825 570	1,1	0,3	1,3	27,9	1,8
13 plus grandes aires urbaines de province	4 814 470	2,6	1,1	2,3	19,7	1,7
Autres grandes aires urbaines	8 082 890	-0,5	-1,9	2,4	12,6	0,8

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011.

### 3 Répartition de l'emploi en 2011 en Champagne-Ardenne, par secteur d'activité et évolution 2006-2011

Type d'aire	Emploi total		Commerce, transports, services divers		Administration publique, enseignement, santé, action sociale		Industrie	
	Nombre en 2011	Évol nb emplois 2006-2011 (%)	Part des em- plois 2011 (%)	Évol nb emplois 2006-2011 (%)	Part des em- plois 2011 (en %)	Évol nb emplois 2006-2011 (%)	Part des em- plois 2011 (en %)	Évol nb emplois 2006-2011 (%)
<b>Champagne-Ardenne</b>	<b>532 500</b>	<b>-2,6</b>	<b>37,2</b>	<b>-1,7</b>	<b>32,3</b>	<b>2,6</b>	<b>17,3</b>	<b>-13,5</b>
Grandes aires urbaines	355 940	-2,5	41,5	-2,3	34,1	1,7	14,6	-13,2
dont								
pôles des grandes aires urbaines	294 990	-3,4	43,6	-3,2	35,9	0,5	13,8	-14,1
couronnes des grandes aires urbaines	61 140	2,0	31,6	4,6	25,4	10,2	18,0	-9,8
dont Reims	134 140	-0,8	44,6	0,0	31,9	0,4	12,6	-8,2
Troyes	75 180	-3,4	42,1	-2,4	30,5	1,4	16,9	-15,8
Charleville-Mézières	43 040	-3,4	36,8	-5,9	37,1	0,3	16,8	-11,0
Châlons-en-Champagne	36 450	-3,3	42,7	-4,7	39,6	3,6	9,5	-14,6
Saint-Dizier	21 380	-3,5	35,5	-1,6	38,8	12,0	19,0	-23,8
Chaumont	19 880	-4,3	33,1	-13,0	45,2	5,1	11,9	-12,9
Épernay	19 020	-3,2	40,2	0,1	26,8	-0,6	21,2	-12,4
Sedan	11 510	-1,5	38,6	7,2	36,2	-2,5	18,0	-16,7
Moyennes aires	32 400	-3,2	37,2	-0,8	31,8	-0,5	20,9	-12,6
Petites aires	51 910	-3,2	30,5	0,3	34,9	1,4	26,5	-12,0
Multipolarisé	50 880	-3,2	26,3	1,7	23,9	8,8	21,2	-16,4
Communes isolées hors influence	41 160	-1,8	21,3	-1,7	24,2	13,0	22,2	-13,8
<b>France métropolitaine</b>	<b>25 751 850</b>	<b>1,9</b>	<b>46,0</b>	<b>4,4</b>	<b>31,0</b>	<b>4,9</b>	<b>13,2</b>	<b>-11,3</b>
dont								
Aire urbaine de Paris	5 771 380	2,6	59,0	4,5	26,8	3,7	8,6	-13,4
13 plus grandes aires urbaines de province	5 712 270	4,7	49,2	7,2	31,4	6,3	11,5	-8,7
Autres grandes aires urbaines	9 479 140	0,8	42,1	2,8	34,1	4,0	14,3	-11,7

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011, exploitation complémentaire - Emploi au lieu de travail

Dans l'aire urbaine de Reims, la proportion de cadres est de 15,9 % en 2011, et a gagné 1,3 point depuis 2006. Il est relativement élevé au regard des grandes aires urbaines du pays dont la moyenne progresse de +0,8 point et s'établit à 12,6 %. Le taux rémois se situe notamment avant celui de Rouen (15,1 %), Caen (15,4 %) ou Amiens (14,9 %), mais après celui d'Orléans (17,4 %), Dijon (16,6 %) ou Poitiers (16,4 %). Au sein de la région, Reims se distingue également parmi les grandes aires urbaines tant par le niveau de ce taux que par sa progression depuis 2006 (+1,3 point). Dans certains territoires, la proportion de cadres parmi les actifs de 25 à 54 ans progresse très peu ou recule même, comme dans les aires d'Épernay et de Charleville-Mézières.

L'aire urbaine de Reims concentre ainsi plus d'un cadre sur trois de la région, signe d'une dynamique de « métropolisation » dans ce territoire. Ce phénomène se caractérise aussi par l'élévation des niveaux de qualification des actifs et la concentration d'emplois très qualifiés.

#### En matière d'emploi, la crise touche les territoires, mais de manière différenciée

La crise a touché l'économie nationale et régionale en 2008 et 2009 avec des effets qui perdurent au-delà. Cette récession a marqué le marché du travail, et la situation de l'emploi s'est dégradée. Mais, les territoires n'ont pas subi cette crise et ses conséquences de manière équivalente. Au niveau national, l'aire urbaine de Paris

et les treize grandes métropoles de province (*définitions*) sont restées dans une dynamique de croissance et de concentration de la population, d'actifs et d'emplois. Le phénomène de métropolisation s'est renforcé. Davantage d'emplois ont été préservés dans les zones d'influence autour de ces villes, notamment grâce à un tissu productif plus tertiaire et diversifié.

#### Les effets de la crise moins marqués dans l'aire urbaine de Reims

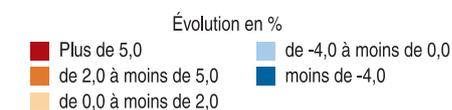
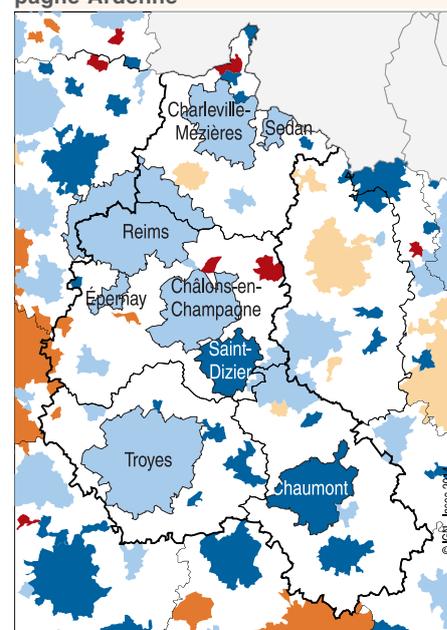
En Champagne-Ardenne, parmi les grandes aires urbaines, celle de Reims est la plus épargnée par le recul de l'emploi : la baisse, de -0,8 % entre 2006 et 2011, est plus contenue (*figures 3 et 4*). Comme à Reims, ce sont les couronnes des grandes aires qui ont le plus résisté et l'emploi progresse même (+2,0 % en moyenne par rapport à 2006), notamment dans celles de Reims, Troyes et Charleville-Mézières.

Comme au niveau national, l'industrie est le secteur qui a perdu le plus d'emplois. Cependant, la diminution est plus importante dans la région (-13,5 %) qu'en France métropolitaine (-11,3 %). Tous les territoires de la région sont concernés par un recul de l'emploi industriel. La baisse est de -13,2 % en moyenne dans les grandes aires urbaines, mais seulement de -8,2 % dans celle de Reims.

La part de ce secteur dans l'emploi régional total, qui s'élève à 17,3 % en 2011, reste très supérieur au poids national (13,2 %). L'industrie représente même plus de 20 % des emplois dans les petites ou moyennes aires

de la région et, plus généralement dans les territoires hors de l'influence des grandes aires.

#### 4 Évolution du nombre d'emplois entre 2006 et 2011 par aires urbaines de Champagne-Ardenne



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011, exploitation complémentaire - Emploi au lieu de travail

## L'emploi tertiaire continue de progresser

La hausse régionale entre 2006 et 2011 des emplois du secteur tertiaire est de 2,6 %, moins rapide qu'en France métropolitaine (+4,7 %) (figure 3). La part du tertiaire dans l'emploi s'établit, en 2011, à 69,5 %, très en deçà du taux national de 77,0 %.

En Champagne-Ardenne, la progression de l'emploi tertiaire s'effectue dans la plupart des territoires au profit des secteurs de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale (+2,6 % sur cette période). Ces activités relèvent pour grande partie du secteur public. Dans le transport, le commerce et les autres services l'emploi recule de -1,7 % contrairement à la situation nationale où ces activités gagnent des emplois (+4,4 %).

## La part des personnes se déclarant au chômage augmente

Dans un contexte de diminution des emplois, la proportion des personnes actives et âgées de 25 à 54 ans, se déclarant au chômage lors du recensement de la population, atteint 11,4 % en fin de période en Champagne-Ardenne, en augmentation de 1,1 point par rapport à 2006, avant la crise.

## Champ de l'étude

Dans cette étude, on se limite principalement au **champ des actifs de 25 à 54 ans de France métropolitaine**. Ces âges où une grande majorité de personnes sont en activité, qu'elles soient en emploi ou à la recherche d'emploi. Dans un contexte économique difficile, les plus jeunes et les plus âgés sont davantage susceptibles de modifier leur comportement en entrant ou sortant plus ou moins tardivement de la vie active. En particulier, la population active des 55-64 ans augmente entre 2006 et 2011, en France métropolitaine de 25,2 %. Cette forte hausse conjugue un effet de générations et des modifications de comportement sur le marché du travail par des maintiens en activité.

Au niveau national, elle s'établit à 10,6 % en 2011, en hausse plus contenue (+0,7 point).

Les proportions sont plus élevées dans les petites ou moyennes aires de la région, là où l'emploi industriel est plus présent. Elles sont moindres dans les territoires multipolarisés, de même que dans les aires urbaines de Reims, Châlons-en Champagne et Chaumont. ■

## Sources

Les résultats sont issus des **recensements de la population de 2006 et de 2011**. La méthode de recensement de la population a été rénovée en 2004. À la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans se substitue désormais une enquête réalisée chaque début d'année. Elle concerne successivement toutes les communes au cours d'une période de cinq ans. Le recensement de la population millésimé 2006 a ainsi été élaboré à partir des enquêtes réalisées de 2004 à 2008. Avec la diffusion du recensement de 2011, fondé sur les enquêtes de 2009 à 2013, deux millésimes peuvent pour la première fois être directement comparés, puisque constitués chacun à partir de cinq enquêtes annuelles distinctes. De plus, la dernière grande crise économique ayant démarré au deuxième semestre 2008, confronter les résultats de ces deux millésimes du recensement permet d'analyser à un niveau géographique relativement fin les grands changements intervenus autour de la crise sur la population active et l'emploi.

Le recensement est déclaratif et les questions des enquêtes sont nécessairement simples et courtes. **Les résultats sur le chômage** ne se situent pas dans le cadre de la définition du bureau international du travail (BIT). Ils permettent cependant de mesurer les évolutions à un niveau géographique fin et de faire des comparaisons spatiales.

## Définitions

La **population active** regroupe les personnes ayant un emploi et les chômeurs.

Une « **aire urbaine** » ou « **grande aire urbaine** » est un ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi, travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. La notion d'aire urbaine permet ainsi de définir un concept de grande ville ou métropole à l'aide d'une approche fonctionnelle et économique.

Dans l'étude, parmi les grandes aires urbaines du territoire nationale, ont été isolées, l'aire urbaine de Paris et les très grandes aires urbaines métropolitaines de province qui concentrent plus de 210 000 emplois en 2011 : Lyon, Marseille, Aix-en-Provence, Toulouse, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Rouen, Toulon et Montpellier. De la même façon, le zonage en aires urbaines 2010 définit les **moyennes aires** (pôle de 5 000 à 10 000 emplois) et les **petites aires** (pôle de 1 500 à 5 000 emplois). Les **communes multipolarisées** sont des communes situées hors des aires, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi, travaille dans plusieurs aires, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles. Les autres communes en dehors des aires sont les **communes isolées, hors influence des pôles**.

**Métropolisation** : processus de renforcement de la puissance des métropoles par l'accroissement de la population, de la densité des réseaux de communication, de la concentration d'organismes de commandement (économique, politique, culturel...) et de fonctions tertiaires supérieures. Elle conduit à des recompositions territoriales, tant sur le plan interne des ensembles urbains concernés que sur celui de leurs relations externes.

Insee Champagne-Ardenne  
10 rue Édouard Mignot  
CS 10048  
51721 Reims Cedex

Directrice de la publication :  
Laurence Bloch  
Rédacteur en chef :  
David Bates

ISSN 2416-8025  
© Insee 2014

## Pour en savoir plus

- « En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise » [Insee Première n° 1503](#), juin 2014.
- « Trente ans de démographie des territoires. Le rôle structurant du Bassin parisien et des très grandes aires urbaines » [Insee Première n° 1483](#), janvier 2014.
- « Trente ans de démographie en Champagne-Ardenne. L'influence des grandes aires urbaines de l'ouest s'étend » [Insee Flash n° 178](#), janvier 2014.

